

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.451-1-2 III DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER ET DE
L'ARTICLE 222-4 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AMF**

Conformément aux dispositions des articles L.451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous avons établi le présent rapport.

I. ATTESTATION DU RESPONSABLE

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Olivier VILLEMONTÉ DE LA CLERGERIE
Directeur Général

II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

RESULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE AU 30 SEPTEMBRE 2014

La situation comptable semestrielle consolidée au 30 septembre 2014, ainsi que les données comparatives au 30 septembre 2013 (12 mois) et 31 mars 2014 (6 mois) sont établies selon les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS. Toute information complémentaire est donnée dans les annexes comptables.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2014 intègrent les résultats de la société LDLC.COM ainsi que les résultats des sociétés HARDWARE.FR, TEXTORM, DLP-CONNECT, ANIKOP et LDLC DISTRIBUTION, et par mise en équivalence, de la société et de la société ORICHALK.COM.

Au 30 septembre 2014, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 129 M€, contre 106,7 M€, au premier semestre de l'exercice précédent, soit une progression de 20,9 %.

Le résultat opérationnel consolidé est bénéficiaire pour s'élever à 4.614 K€, contre un bénéfice de 3.148 K€ au 30 septembre 2013.

Le résultat avant impôts enregistre un bénéfice de 4.565 K€, contre un bénéfice de 3.112 K€ au 30 septembre 2013.

En conséquence, le résultat net consolidé (part du groupe) est bénéficiaire et ressort à 2.728 K€ au 30 septembre 2014, contre un bénéfice consolidé (part du groupe) de 2.002 K€ au 30 septembre 2013.

Concernant la Société LDLC.COM, son chiffre d'affaires au 30 septembre 2014 s'élève à 127,8 M€, contre 105,6 M€ au premier semestre de l'exercice précédent.

Son résultat d'exploitation au 30 septembre 2014 est bénéficiaire pour s'élever à 4.643 K€, contre un résultat d'exploitation bénéficiaire de 2.831 K€ au 30 septembre 2013.

Son résultat net au 30 septembre 2014 enregistre un bénéfice de 2.830 K€, contre un résultat net bénéficiaire de 1.989 K€ l'exercice précédent.

ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

Progression de l'activité de près de 21%

Sur le 1er semestre le chiffre d'affaires s'établit à 129 M€ en hausse de près de 21%. Cette progression est totalement organique. Sur 4 ans, la croissance semestrielle moyenne ressort à plus de 17% illustrant la capacité du Groupe à inscrire sa dynamique de développement dans la durée et à surperformer son marché.

Le chiffre d'affaires magasins affiche quant à lui une progression de 27% à 11,5 M€. Sur ce circuit, le 1er semestre a été marqué par l'ouverture d'un nouveau point de vente à Rouen. Des ouvertures à Grenoble et Dijon sont déjà programmées d'ici la fin d'année.

Forte progression de la rentabilité opérationnelle, résultat net en hausse de 36,5%

La croissance du chiffre d'affaires s'accompagne d'une forte progression de résultats. La bonne orientation du mix produits et la focalisation sur la valeur se traduisent par une progression de plus de 23,6% représentant 17,1% du chiffre d'affaires contre 16,7% au 1er semestre 2013.

Le résultat opérationnel courant bondit de 44,5% à 4,6 M€, une progression nettement supérieure à celle du chiffre d'affaires (+21%). Cette hausse d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit aussi dans la durée comparée à un résultat opérationnel courant déjà en hausse de plus de 50% au premier semestre 2013.

Les charges opérationnelles restent contenues sur le semestre pour représenter 13,5% du chiffre d'affaires total contre 13,7% au 1er semestre 2013.

Une situation financière maîtrisée

La trésorerie ressort à 1,3 M€ intégrant une augmentation temporaire du besoin en fonds de roulement liée à la fois constitution d'un stock de produits à la hausse du dollar. La capacité d'autofinancement progresse de plus de 37% par rapport à la même période en 2013.

Les capitaux propres s'élèvent à 21,5 M€, en progression de 32%.

Perspectives favorable au 2nd semestre, objectifs de résultat opérationnel courant révisés à la hausse

Au regard de ce 1er semestre réussi et de l'orientation toujours favorable de l'activité au 3ème trimestre, LDLC aborde la période clé des fêtes de fin d'année avec confiance. Dans ce contexte, l'objectif de chiffre d'affaires d'environ 295 M€, déjà révisé à la hausse, est confirmé. En termes de rentabilité opérationnelle, le Groupe révisé à la hausse son objectif de résultat opérationnel courant à 12 M€ contre 10 M€ initialement fixé.

PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'existe aucune transaction entre parties liées ayant eu lieu durant les six premiers mois de l'exercice en cours et ayant influé significativement sur la situation financière ou les résultats de la Société et du Groupe.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

En application de l'article 222-6 du Règlement Général de l'AMF, il n'existe pas, à notre connaissance, d'événements importants survenus entre le 1^{er} avril 2014 et le 30 septembre 2014 (1^{er} semestre de l'exercice en cours) et/ou susceptibles d'avoir une incidence sur les comptes semestriels.

PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS A VENIR

Le contexte économique restera à surveiller dans les mois à venir, c'est à ce jour le seul élément d'incertitude récurrent pour l'entreprise.

III. LES COMPTES CONDENSES CONSOLIDES AU TITRE DU SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2014

Annexé ci-dessous

IV. LE RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONDENSES AU 30 SEPTEMBRE 2014

Annexé ci-dessous

Fait le 19 novembre 2014
A Dardilly.

Pour le directoire



Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie

1 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 SEPTEMBRE 2014

L'ensemble des données présentées ci-après sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

1.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Actif

	Note	Au		
		30/09/2014	30/09/2013	31/03/2014
Immobilisations incorporelles nettes	(3.2)	129	245	185
Immobilisations corporelles nettes	(3.3)	2 795	3 040	2 930
Immobilisations financières nettes	(3.4)	558	1 059	536
Impôts différés	(3.8)	1 416	1 238	1 555
Actifs non courants		4 898	5 584	5 206
Stocks	(3.5)	42 290	31 536	35 842
Clients et comptes rattachés	(3.6)	11 502	9 676	10 294
Autres créances	(3.7)	10 153	7 754	7 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3.9)	1 343	2 765	1 993
Actifs courants		65 287	51 732	55 729
Total de l'actif		70 186	57 315	60 935

Passif

	Note	Au		
		30/09/2014	30/09/2013	31/03/2014
Total des capitaux propres revenant aux actionnaires		21 455	16 284	20 917
Total des capitaux propres		21 455	16 284	20 917
Emprunts à + d'un an	(3.12)	322	674	549
Impôts différés		65	42	46
Provisions retraite	(3.11)	677	548	615
Passifs non courants		1 064	1 264	1 210
Emprunts et autres financements courants	(3.12)	9 280	6 389	6 492
Provisions pour risques et charges	(3.11)	166	182	170
Fournisseurs et comptes rattachés		27 505	24 101	21 354
Autres dettes	(3.13)	10 717	9 096	10 792
Passifs courants		47 667	39 767	38 808
Total du passif		70 186	57 315	60 935

1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	30/09/2014	30/09/2013	31/03/2014
		6 mois	6 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	(4.1)	129 028	106 749	254 957
Autres produits opérationnels		275	43	348
Achats consommés		(107 258)	(88 958)	(213 889)
Marge brute		22 044	17 834	41 416
Autres achats charges externes		(5 494)	(4 947)	(11 663)
Impôts et taxes		(523)	(571)	(1 242)
Charges de personnel		(10 398)	(8 226)	(17 297)
Dot. & Rep. aux amortissements et provisions	(4.2)	(566)	(667)	(1 204)
Autres charges et produits		(448)	(230)	(500)
Résultat opérationnel courant		4 615	3 193	9 509
Autres charges et produits opérationnels		(2)	(45)	764
Résultat opérationnel		4 614	3 148	10 273
Coût de l'endettement financier net	(4.3)	(51)	(38)	(104)
Autres charges et produits financiers	(4.3)	2	1	24
Résultat avant impôt sur le résultat		4 565	3 112	10 193
Impôt	(4.4)	(1 837)	(1 125)	(3 655)
Résultat des sociétés mises en équivalence		0	15	33
Résultat des sociétés intégrées		2 728	2 002	6 571
Résultat après IS des activités cédées		0	0	0
Résultat net de l'exercice	(A)	2 728	2 002	6 571
Ecart de conversion		0	0	0
Ajust. de valeur des actifs disponibles à la vente		0	0	0
Gains (pertes) de cessions sur actions propres		(8)	16	48
Impôt		3	(6)	(18)
Ajustements de valeurs	(B)	(5)	10	29
Résultat net global	(A+B)	2 723	2 013	6 601
Résultat net revenant :				
- aux actionnaires de la Société		2 728	2 002	6 571
- aux intérêts participations ne donnant pas le contrôle		0	0	0
Résultats par action : Résultat revenant aux actionnaires de la Société (en euros par action)				
- résultat net par action		0,50	0,37	1,20
- résultat net dilué par action		0,50	0,37	1,20

- Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2013, les écarts de change s'élevant à 121 milliers d'euros avaient été présentés dans les autres charges et produits financiers. Ils sont présentés dans les achats consommés au 30 septembre 2014.

1.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Ajust. de valeur	Capitaux propres part du groupe	Partic. ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2013	1 035	(1 588)	16 858	15	16 320	0	16 320
Résultat au 30 septembre 2013			1 992	10	2 002		2 002
Dividend. Att/ex clos au 31 mars 2013			(1 897)		(1 897)		(1 897)
Annul. act. propres et act. attrib. Salariés		(141)			(141)		(141)
Capitaux propres au 30 septembre 2013	1 035	(1 729)	16 953	25	16 284	0	16 284

	Capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Ajust. de valeur	Capitaux propres part du groupe	Partic. ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2014	1 035	(1 729)	21 594	18	20 917	0	20 917
Résultat au 30 septembre 2014			2 733	(5)	2 728		2 728
Dividend. Att/ex clos au 31 mars 2014			(2 586)		(2 586)		(2 586)
Retraitement couverture de change				299	299		299
Annul. act. propres et act. attrib. Salariés		97			97		97
Capitaux propres au 30 septembre 2014	1 035	(1 632)	21 740	312	21 455	0	21 455

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	30/09/2014	30/09/2013	31/03/2014
Résultat net des activités poursuivies	2 728	2 002	6 571
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	551	556	1 087
Charge d'impôts (courants et différés)	1 837	1 125	3 655
Plus ou moins values de cessions d'actifs	1	45	-875
Elimination du résultat des activités cédées net d'impôt	0	0	0
Sous-total (capacité d'autofinancement avant impôt)	5 118	3 729	10 437
Variation des actifs et passifs d'impôts	(1 680)	(1 000)	(3 842)
Variation du besoin en fond de roulement	(4 133)	(2 235)	(8 055)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(695)	493	(1 461)
Acquisitions & réductions d'actifs immobilisés	(326)	(441)	1 381
Incidence de variation de périmètre	0	0	(688)
Variation des comptes courants	0	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	(326)	(441)	693
Opérations sur actions propres et AGA	71	(141)	(112)
Opérations diverses (a)	0	0	(25)
Opérations sur instruments financiers (b)	325	0	(26)
Variation des emprunts et dettes financières diverses	(224)	(311)	(524)
Variation des financements liés aux créances cédées	720	(67)	0
Réduction des capitaux propres (dividendes)	0	0	(1 804)
Flux nets de trésorerie liés aux financements	892	(519)	(2 219)
(Diminution)/ augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	(129)	(467)	(2 987)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	(1 238)	1 750	1 750
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	(1 366)	1 283	(1 238)

(a) Impact de la mise en œuvre de la révision de la norme IAS 19 sur les avantages au personnel.

(b) Réajustements contrats Flexigain en cours au 30 septembre 2014 au cours de la BCE.

1.5 TABLEAU DE VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT

	30/092014	30/092013
Stocks	(6 448)	(4 874)
Clients et autres débiteurs	(1 208)	(70)
Autres créances	(2 553)	(2 166)
Fournisseurs et autres créanciers	6 151	3 990
Autres dettes	(75)	886
Total	(4 133)	(2 235)

2 SELECTION DE NOTES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

(Montants exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire)

LDLC.COM est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est 18 Chemin des Cuers CS40207 69574 Dardilly Cedex, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 403 554 181 et est cotée à l'Euronext Paris.

2.1 INFORMATIONS GENERALES

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2014 reflètent la situation comptable de LDLC.COM et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2014 de LDLC.COM ont été arrêtés le 19 novembre 2014 par le directoire.

2.2 FAITS MARQUANTS

Néant.

2.3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.3.1 PRINCIPES GENERAUX ET DECLARATION DE CONFORMITE

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe LDLC.COM ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2014 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu’adoptée par l’Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l’intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers de l’exercice clos le 31 mars 2014.

L’ensemble des textes adoptés par l’Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l’adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm

2.3.2 EVOLUTION DU REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l’exercice 2013/2014.

Les textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014 sont les suivants :

- les amendements issus de la procédure annuelle d’amélioration des IFRS, publiés en mai 2012 ;
- la norme IFRS 13 - Evaluation de la juste valeur ;
- la norme IAS 19 révisée – Avantages au personnel ;
- l’amendement IFRS 7 Instruments financiers : Informations à fournir – Compensation d’actifs financiers et de passifs financiers ;
- l’amendement d’IAS1 – Présentation des OCI – autres éléments du résultat global.

Ces textes ne trouvent pas à s’appliquer au Groupe ou n’ont pas d’impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Les principales normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 sont les suivantes :

- IFRS 10 - Etats financiers consolidés, IFRS 11 – Partenariats, IFRS 12 – Information à fournir sur les intérêts détenus dans d’autres entités, et les amendements à IFRS 10, 11 et 12 sur les modalités de transition.
- IAS 27 révisée - Etats financiers individuels et l’amendement à l’IAS 27 sur les modalités de transition,
- IAS 28 révisée – Participations dans les entreprises associées et coentreprises,
- Amendement à l’IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers,
- Amendement à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers.

Ces nouveaux textes publiés par l’IASB n’ont pas eu d’incidence significative sur les comptes de la société.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l’IASB et l’Union Européenne avant la date de clôture, ou non encore adoptés par l’Union Européenne, mais dont l’application anticipée aurait été possible, et qui rentrent en vigueur

postérieurement à cette date. Il s'agit notamment de l'interprétation IFRIC 21 (droits et taxes). Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application.

2.3.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Lors de la préparation et de la présentation des états financiers, la direction du Groupe est amenée à exercer fréquemment son jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains postes des états financiers (tels que les provisions, les impôts différés, les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). La probabilité de réalisation d'évènements futurs est aussi appréciée. Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses initialement retenues si nécessaire (voir notes 3.8 et 4.4).

2.4 LE PERIMETRE DU GROUPE

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes retenues s'analysent de la manière suivante :

Filiales	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
HARDWARE.FR	100 %	07/2000	Intégration globale
TEXTORM	100 %	04/2001	Intégration globale
DLP-CONNECT	80 %	01/2004	Intégration globale
LDLC DISTRIBUTION	100 %	01/2013	Intégration globale
ANIKOP	80 %	12/2006	Intégration globale
ORICHALK	25 %	12/2006	Mise en équivalence

2.5 SECTEURS OPERATIONNELS

Information par secteur d'activité

« Un secteur opérationnel est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture d'un produit ou service unique ou d'un groupe de produits et de services liés, et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différente des autres secteurs opérationnels ». La direction du Groupe a jugé que LDLC.COM se compose d'un seul et unique secteur opérationnel, « la distribution de matériel informatique et des services associés ».

Information par zone géographique

« Un secteur géographique est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture de produits et de services dans un environnement économique particulier et exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité opérant dans d'autres environnements économiques ».

En appliquant chacun de ces facteurs à l'activité, la direction du Groupe a jugé que LDLC.COM se compose d'un seul et unique secteur géographique distinct, la France, car aucun autre secteur ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

L'activité de LDLC.COM, de distribution de matériel informatique et de services associés s'adresse à des clients particuliers ou professionnels. Aucun client ne représente un chiffre d'affaires supérieur à 5 % des ventes du Groupe.

2.6 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

2.7 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Durant le premier semestre 2014, aucune transaction avec des parties liées n'est à signaler.

3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 CONSOLIDATION

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 30 septembre 2014 pour toutes les sociétés, à l'exception de la société ORICHALK pour laquelle les comptes intégrés ont respectivement été arrêtés au 31 décembre 2011.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises ou créées au cours de l'exercice à compter de la date d'acquisition ou de création. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

3.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2014	Acquisitions	Var. périmètre	Cessions M. Rebut	30/09/2014
Logiciels et autres immob. incorp.	512	2	0	0	514
Total	512	2	0	0	514

<i>Amortissements et provisions</i>	31/03/2014	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2014
Logiciels et autres immob. incorp.	327	0	58	0	384
Total	327	0	58	0	384

3.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2014	Acquisitions	Var. périmètre	Virt Poste	Cessions M. Rebut	30/09/2014
Installations et agencements	5 682	167	0	0	48	5 800
Matériel	1 684	22	0	0	2	1 704
Matériel de bureau et mobilier	1 556	114	0	0	13	1 658
Immobil. Corporelles en cours	0	0	0	0	0	0
Total	8 922	302	0	0	63	9 162

<i>Amortissements et provisions</i>	31/03/2014	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2014
Installations et agencements	3 432	0	278	48	3 662
Matériel	1 450	0	60	2	1 508
Matériel de bureau et mobilier	1 111	0	97	12	1 196
Total	5 993	0	435	62	6 366

3.4 PARTICIPATIONS, AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2014	Var. périmètre	Mise en équivalence	Acquis.	Cessions	30/09/2014
Titres Orichalk (ME)	5					5
Divers titres	1					1
Dépôts et cautionnements	530			35	13	552
Total	536	0	0	35	13	558

3.5 STOCKS

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014			Du 01/04/2013 au 31/03/2014		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de marchandises	40 421	282	40 140	34 255	220	34 035
Stocks en SAV	2 434	347	2 087	2 037	261	1 776
Total Stocks marchandises	42 855	628	42 227	36 292	481	35 811
Stocks aut. approvision.	30	0	30	29	0	29
Travaux en cours	33	0	33	2	0	2
Total Stocks et en-cours	42 918	628	42 290	36 322	481	35 842

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

Le modèle de dépréciation retenu au cours des exercices précédents a été globalement maintenu en l'état.

3.6 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014			Du 01/04/2013 au 31/03/2014		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Créances clients	11 750	248	11 502	10 615	320	10 294

L'échéance de la totalité des créances clients est à moins d'un an.

3.7 AUTRES CREANCES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014			Du 01/04/2013 au 31/03/2014		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Avances et acomptes	585		585	590		590
Fournisseurs avoirs à recevoir	2 829		2 829	1 530		1 530
Acptes IS - Impôt forfait. - crédit d'impôt	100		100	2		2
TVA	447		447	472		472
Etat produits à recevoir	515		515	133		133
Comptes courants	65	65	0	64	64	0
Produits à recevoir	49		49	241		241
Cpte courant et ret.garantie Eurofactor	827		827	740		740
Débiteur divers	376		376	51		51
Autres	0		0	0		0
Charges const. d'avance	4 425		4 425	3 840		3 840
Total	10 217	65	10 153	7 663	64	7 599

L'ensemble des autres créances et comptes de régularisation est à moins d'un an.

Les charges constatées d'avance relèvent exclusivement de l'exploitation. Elles correspondent essentiellement à des factures de marchandises dont la livraison a été effectuée après septembre 2014 à hauteur de 2 609 milliers d'euros puis aux loyers immobiliers et charges locatives facturés par avance pour 606 milliers d'euros.

3.8 IMPOTS DIFFERES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014	Du 01/04/2013 au 31/03/2014
Impôts différés actif		
- sur déficits reportés	862	870
- sur diff. Temp. et retrait. IFRS	554	685
Total	1 416	1 555

3.9 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

En juillet 2003, la société LDLC.COM a signé avec le Crédit Agricole une convention cadre Flexigain relative aux opérations sur instruments financiers à terme. A la date du 30 septembre 2014, deux contrats Flexigain (autorisation d'achat de devises à taux fixe) restent en cours :

(en euros)

Date souscription	Date échéance	devise	Cours	montant du contrat	montant utilisé
18/08/2014	18/08/2015	USD	1,336400	7 000 000	878 332
08/09/2014	08/09/2015	USD	1,313200	2 800 000	0
Total				9 800 000	878 332

3.10 ACTIONNARIAT

✓ Répartition du capital au 30 septembre 2014

Au 30 septembre 2014, le capital de la société LDLC est composé de 5 747 374 actions.

Monsieur Laurent Villemonte de la Clergerie détient plus de 20 % du capital.

Monsieur Olivier Villemonte de la Clergerie et Mademoiselle Caroline Villemonte de la Clergerie détiennent plus de 10 % du capital.

Monsieur Jean-François Orth, et la Société Domisys détiennent plus de 5 % du capital

	Nombre d'actions	Titres auto détenus	Nombre d'options
Total au 31 mars 2013	5 747 374	267 067	0
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		13 448	
Attribution d'actions gratuites		(11 631)	
Total au 31 mars 2014	5 747 374	268 884	0
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		2 397	
Attribution d'actions gratuites		(161 746)	
Total au 30 septembre 2014	5 747 374	109 535	0

3.11 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste s'analyse comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014					Du 01/04/2013 au 31/03/2014				
	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. rep/ex.	Total	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. rep/ex.	Total
Garanties clients	133	133	(133)	0	133	122	133	(122)	0	133
Bons achat	14	10	(14)	0	10	19	14	(19)	0	14
Ind. Fin carrière	615	62	0	0	677	483	132	0	0	615
Litige prud'homal	0	0	0	0	0	18	0	(18)	0	0
Litiges fournisseurs	19	0	0	0	19	19	0	0	0	19
Titres mis équiv.	4	0	0	0	4	4	0	0	0	4
Total	785	205	(147)	(0)	843	664	279	(158)	0	785

La société n'a pas connaissance au 30 septembre 2014 d'événements susceptibles de justifier la constitution de provisions pour risques et charges autres que ceux ayant fait l'objet des provisions ci-dessus.

Garantie clients

Un montant de 133 milliers d'euros a été provisionné pour tenir compte :

- des coûts probables du service après-vente résultant des ventes de marchandises effectuées au 30 septembre 2014 correspondant aux coûts supportés par l'entreprise à la suite de l'extinction de la garantie des fournisseurs
- de la garantie contractuelle accordée aux clients sur les ventes de marchandises qui a été portée à 2 ans depuis mars 2008 ou 5 ans depuis fin 2009 selon le pack choisi par le client

Bons d'achat

Il s'agit de bons valides et en circulation pouvant donner le droit à son détenteur, à une réduction de prix sur une commande future.

3.12 ENDETTEMENT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014	Du 01/04/2013 au 31/03/2014
Emprunts	0	0
Billets financiers	0	0
A plus de cinq ans	0	0
Emprunts	322	549
Billets financiers	0	0
Entre un et cinq ans	322	549
Total des dettes financières long terme	322	549
Emprunts	351	348
Billets financiers	0	0
Intérêts courus/emprunt	1	1
Créances clients cédées Eurofactor	3 620	2 900
Total des dettes financières court terme	3 972	3 249
Total des dettes financières	4 294	3 798
Dépôts reçus en garantie	12	12
Banques	2 710	3 231
Comptes courants	0	0
Dividendes à payer	2 586	0
Endettement net	9 602	7 041

Crédits court terme

Les ouvertures de crédit sont rémunérées pour une durée indéterminée sur la base des taux suivants s'élevant, selon les établissements financiers, à :

- Euribor 3 M + 0.80 % à Euribor 3 M + 1.00 %
- Eonia + 1 %

Les autorisations de découverts accordées au Groupe s'élèvent à 12 millions d'euros au 30 septembre 2014, hors cessions de créances.

3.13 AUTRES DETTES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014	Du 01/04/2013 au 31/03/2014
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 042	1 178
Personnel	739	688
Comité d'entreprise	33	25
Congés payés + RTT	849	974
Provision prime	818	259
Provision fond de chômage	283	257
Provision participation sal. Aux résult. Entrep.	312	821
Organismes sociaux	882	813
Provision charges sociales	975	788
Etat impôt sur les bénéfices	0	529
TVA	589	1 319
Etat (autres charges à payer)	457	832
Clients autres avoirs	937	879
Dettes diverses	187	276
Produits constatés d'avance	2 612	1 153
Total	10 717	10 792

Les échéances de la totalité des dettes fiscales et sociales sont à moins d'un an.

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014			Du 01/04/2013 au 30/09/2013		
	France métropole	Export	Total	France métropole	Export	Total
Vente m/ses	101 295	19 673	120 969	83 865	15 875	99 740
Prest. vendues*	5 678	2 381	8 059	5 100	1 909	7 009
Total	106 974	22 054	129 028	88 965	17 784	106 749

* Les prestations vendues correspondent notamment aux frais de port.

4.2 DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014	Du 01/04/2013 au 30/09/2013
Dot. et rep. aux amortissements des immobilisations	(493)	(491)
Dot. et rep. aux provisions pour dépréciation des stocks	(148)	(131)
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. des créances clients	72	(43)
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. de compte courant	(1)	(1)
Dot. et rep. aux provisions pour garantie clients	(0)	(3)
Dot. et rep. aux provisions pour bons d'achat distribués	4	2
Dotations et reprises risque salariés	0	0
Dotations et reprises diverses	0	0
Total dotations et reprises aux amort. et aux provisions	(566)	(667)

Les chiffres en (-) correspondent à une charge.

4.3 RESULTAT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014	Du 01/04/2013 au 30/09/2013
Intérêts des emprunts	(9)	(14)
Intérêts bancaires	(25)	(16)
Commissions de financement	(17)	(8)
Coût de l'endettement financier	(51)	(38)
Charges et produits nets/cessions VMP	0	0
Autres charges et produits financiers	2	1
Autres charges et produits financiers	2	1
Résultat financier	(49)	(36)

4.4 IMPOT

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014	Du 01/04/2013 au 30/09/2013
Résultat net part du groupe	2 728	2 002
(Charge) Produit d'impôt	(1 837)	(1 125)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	15
Résultat avant impôt	4 565	3 112
Taux d'impôt théorique	38,00%	33,33%
Charge d'impôt théorique	(1 735)	(1 037)
Différences permanentes	83	60
Classification de la CVAE en impôts	(145)	(134)
Crédits d'impôts	0	46
Impôt sur dividendes	(74)	(54)
Autres impacts	33	(4)
Charge d'impôt réelle	(1 837)	(1 125)

Par cohérence avec le traitement de taxes analogues au regard de la norme IAS 12, la CVAE est comptabilisée en « impôt sur le résultat ».

4.5 CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

Les sociétés LDLC.COM, HARDWARE.FR et TEXTORM bénéficient du régime des groupes de sociétés depuis le 1^{er} avril 2004 et la société LDLC DISTRIBUTION depuis le 1^{er} avril 2013.

5 AUTRES NOTES ANNEXES

5.1 REMUNERATIONS

	Du 01/04/2014 au 30/09/2014	Du 01/04/2013 au 30/09/2013
Membres du directoire	391	819
Membres du conseil de surveillance	19	19

5.2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

- ✓ Couverture de change (voir note 3.9)
- ✓ La BNP PARIBAS s'est portée caution solidaire de LDLC.COM en faveur de Monsieur CHANCEL – Administrateur de sociétés – à hauteur de 400 milliers d'euros pour garantir le paiement des loyers de la boutique de Paris.

5.3 ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Un plan d'actions gratuites est en cours et porte sur 173 377 actions qui seront définitivement attribuées en juillet 2019, avec un impact charge de 907 milliers d'euros au 30 septembre 2014.

Cap Office
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

12, quai du Commerce
69009 Lyon

Diagnostic Révision Conseil
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon

20, rue Garibaldi
69006 Lyon

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2014**

LDLC.COM
Dardilly

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LDLC.COM, relatifs à la période du 1er avril au 30 septembre 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Lyon, le 19 novembre 2014

Les commissaires aux comptes

Cap Office



Christophe Reymond

Diagnostic Révision Conseil



Hubert de Rocquigny du Fayel